

Octobre 2017

Les jeunes congolais et la démocratie

Face à la situation politique actuelle de la RD Congo, la société civile et la jeunesse s'organisent et font entendre leur voix. Plusieurs mouvements citoyens ont vu le jour ces dernières années à l'instar de la LUCHA. Justice et Paix a souhaité aller à la rencontre de ces jeunes et écouter leur message.

Le 15 juin 2017, Kofi Annan et 9 anciens chefs d'Etats Africains lançaient [un appel](#) urgent en faveur d'une transition pacifique et démocratique en République Démocratique du Congo. Ils s'inquiètent notamment du non-respect de l'Accord de la Saint Sylvestre. Dans un contexte de blocage politique, ce dernier a été conclu entre la majorité et l'opposition en vue d'organiser la période de transition ainsi que les prochaines élections. Jugeant cette situation de « *menace à la stabilité, la prospérité et la paix de toute la région des Grands Lacs, voire de l'Afrique tout entière* », cet appel interpelle la communauté internationale afin qu'elle fournisse les ressources pour l'organisation des élections présidentielles. Il est également un marqueur de la violence d'une crise préélectorale qui dure depuis deux ans et dont les perspectives sont alarmantes. En effet, et ce dès la fin de l'année 2014, les tensions ont commencé suite à l'annonce d'un projet de loi électorale qui permettait au Chef de l'Etat Joseph Kabila, de rester au pouvoir au-delà de son mandat. Ce projet a suscité l'ire de l'opposition et de la société civile dans son ensemble regroupés au sein d'un « front citoyen » et dont l'objectif était d'empêcher toute modification législative permettant un 3^{ème} mandat du Président Kabila. Au-delà des vives réticences suscitées par l'annonce du glissement du calendrier électoral et de modifications de la Constitution congolaise, ces événements interviennent dans un contexte de profonde crise économique et sécuritaire dans l'ensemble du pays. Face à cette situation, de plus en plus de jeunes congolais s'impliquent dans la vie

politique de leur pays à travers des mouvements citoyens qui dénoncent un système [clientéliste](#)¹ et la [gabegie](#)² des autorités étatiques. Grâce à leur dynamisme, des mouvements tels que « Filimbi » ou la « Lutte pour le changement-Lucha », jouissent d'une capacité de mobilisation importante tant au niveau interne qu'à l'étranger. Cela s'est notamment illustré lors de l'organisation de la conférence de « Gorée » au Sénégal avec la participation d'autres mouvements africains analogues comme « Y'en a marre » du Sénégal ou le « Balai citoyen » du Burkina Faso. Cette conférence a encouragé l'opposition et la société civile à unir leurs forces pour l'organisation d'élections pacifiques, libres et crédibles. A Paris le 18 août 2017, une dizaine d'autres associations de la société civile congolaise présentaient un « [Manifeste du citoyen congolais](#) » qui réclame le départ du Président Joseph Kabila, la tenue d'élections ainsi que la mise en place d'une période de « transition citoyenne ».

¹Les proches du Président de la République notamment sa sœur jumelle Jaynet et son frère Zoé ont été cités dans les « Panama Papers » pour des activités d'évasion fiscale ainsi qu'une enquête de l'agence Bloomberg le 20 juillet 2017, révélant que la famille dispose de plus de 80 sociétés dans les secteurs miniers, agricoles, du bâtiment, de l'hôtellerie et de la restauration. La famille Kabila posséderait également près de 73 000 hectares de terre en RDC.

²Des enquêtes des syndicats de fonctionnaires ont mis à jour des détournements de sommes astronomiques dans la paie des fonctionnaires des ministères de la santé, de l'éducation ou de la recherche à Kinshasa et dans 4 autres provinces. Les sommes détournées vont jusqu'à 12, 6 millions d'euros pour un seul trimestre d'enquête en 2016.

Sur le plan interne, cette mobilisation se matérialise par l'organisation des marches et des journées « villes mortes ». Ces manifestations sont souvent réprimées dans le sang³. Les membres de la société civile subissent d'importantes pressions et violations de leur droits fondamentaux⁴ (assassinats ciblés, arrestations arbitraires, torture...).

Nous avons pu échanger sur la situation avec Victor Tesongo, jeune congolais de 27 ans et membre du mouvement de la Lucha au travers d'une interview.

Entretien avec Victor du mouvement la Lucha

Justice et Paix : D'où vient votre engagement citoyen ?

Victor : J'ai grandi à Kisangani⁵, un coin très reculé, où la jeunesse est délaissée. Je me suis dit que je pouvais faire avancer les choses à mon niveau. J'ai débuté par des associations de quartier, puis au lycée et surtout à l'Université de Kinshasa. J'y ai constaté un véritable système de corruption dans l'attribution des distinctions par certains professeurs et administrateurs. Il faut savoir qu'ici en RDC, il y a un système de « fils de ». Si ton père est professeur, directeur, ministre...tu avances facilement. Moi, il n'y avait personne pour me parrainer et de toute façon, je refusais de participer à cette corruption. Avec un groupe d'étudiants, on a pu faire partir certains professeurs, et même des doyens, pour leurs mauvaises pratiques. C'est à partir de ce moment que j'ai été fiché par les

³ Notamment les manifestations du 19 au 22 janvier 2015 et celle du 31 juillet 2017.

⁴ Le 17 mars, le militant Evariste Kasali, qui dénonçait l'inaction des autorités dans des cas d'enlèvements et de viols d'enfants, est tué chez lui par des hommes en uniformes d'après des témoins.

⁵ Kisangani est le chef-lieu de la province de Tshopo

services de renseignement de l'université.

Quel lien existe-t-il entre l'université et les services de renseignement et comment y avez-vous été confronté ?

La nomination du recteur est politique. On choisit un cadre du parti au pouvoir qui est professeur à l'université pour encadrer les étudiants. Le gouvernement sait que si ça « barde » à l'université c'est tout qui « barde ». Le recteur sait que s'il y a des tensions à l'université c'est lui le premier à sauter. Il est là d'abord pour se maintenir le plus longtemps possible et non pour façonner l'avenir d'une génération. Ainsi, le recteur de l'époque voulait m'écarter pour que je ne sois pas une source de problèmes, que je n'éveille pas la conscience des étudiants à une plus grande échelle.

Pourquoi avez-vous rejoint la « Lucha » ?

J'ai entendu parler de la Lucha grâce à la campagne de 2013 « Goma veut de l'eau ». L'Etat est incapable de fournir de l'eau dans l'est du pays alors que le lac Kivu est juste à côté. La population était obligée d'utiliser l'eau du lac non traitée avec le lot de maladies que cela entraîne. Cette campagne des jeunes de Goma a pu faire évoluer les choses. Je me suis dit que les jeunes organisés pouvaient avoir un impact sur l'espace public. En mars 2015, l'arrestation de Fred Bauma et Yves Makwambala qui avaient initié le collectif « Filimbi », a fini de me convaincre. Ils souhaitaient rassembler tous les mouvements citoyens afin de sensibiliser la population sur la bonne gouvernance et le respect de la Constitution. Les mouvements « Y'en a marre » (Sénégal) et de « Balai citoyen » (Burkina Faso) qui avaient soutenus et souhaité partager leur expérience avec Filimbi, a suscité la crainte des services de renseignements. Ils ont passé un an en prison pour atteinte à la sureté intérieure de l'Etat. Je me suis dit qu'ils avaient le même âge que moi et

qu'ils n'étaient partis de rien pour inspirer toute la jeunesse congolaise. Alors je pouvais faire de même. En fin 2015, j'ai adhéré à la Lucha.

Et puis vous avez été arrêté...

Je n'ai pas été arrêté... mais plutôt enlevé (rires) le 15 février 2016. La Lucha organisait une journée « ville morte » pour commémorer le « massacre de chrétiens » de 1992⁶. On souhaitait commémorer ces morts et revendiquer la tenue des élections présidentielles. J'ai été enlevé la veille de la manifestation sur le boulevard du 30 juin de Kinshasa, par 12 hommes en treillis, cagoulés et lourdement armés.

Quelles ont été les conditions de votre détention ?

Les militaires m'ont cagoulé et jeté dans le coffre d'une jeep. J'étouffais. On a roulé pendant deux heures suivies de deux heures de marche. Je suis resté dans emprisonné pendant 5 jours tous comme mes trois de mes collègues. Chacun était isolé dans une cellule obscure et insalubre. Au 6^{ème} jour on nous a donné à boire, de l'eau non potable. Un officier de la police judiciaire s'est présenté mais j'ai refusé de lui parler. Juriste de formation, je connaissais mes droits. Je lui ai dit que je refusais de parler menotté et sans la présence de mon avocat. On m'a battu et menacé avec une arme. J'ai fini par signer mais en glissant la mention sous-réserve. On a encore passé 2 jours en cellule avec un gobelet d'eau chacun. Ensuite, on nous a emmenés aux services des renseignements. Après 7 jours, nous avons enfin eu à manger. Après, chacun a subi un interrogatoire de 4h. On nous posait juste deux questions : pourquoi faites-vous ça ? Qui vous soutient ? Moi je leur répondais : « Vous pensez que

⁶ Le 16 février 1992 la marche de l'espoir était réprimée dans le sang par le régime de Mobutu. Les manifestants pacifiques revendiquaient la bonne gouvernance et le départ de Mobutu.

pour dire la vérité, on a besoin de l'aide de quelqu'un ? Monsieur j'ai fait le droit, j'ai appris le droit constitutionnel et je n'ai besoin d'aucune aide pour constater que chaque jour l'on viole la constitution au Congo ». Ils n'arrivaient pas à comprendre que des jeunes puissent lancer seuls une telle initiative. On a fait près de 4 mois de prison. Je me suis dit qu'en m'engageant dans la Lucha je connaissais les risques. Cela fait partie du parcours de militant en RDC.

La Lucha est considérée comme une menace par le gouvernement ?

Quand il est arrivé, le président Joseph Kabila nous a fait rêver. Il incarnait un président qui allait prendre soin de la jeunesse et insuffler une dynamique pérenne pour l'avenir du pays. Dès 2011, la déception se fait sentir. Les 5 grands chantiers⁷ qu'il a promis ont produit peu d'effets dans le quotidien des populations. L'eau, l'électricité étaient devenus rares. La misère s'est installée. La Lucha aujourd'hui se bat contre un système politique décadent. On ne se bat pas contre la personne de Kabila. On se bat contre un système de corruption, de mauvaise gouvernance, de gabegie et de clientélisme qui a commencé avec Mobutu. Kabila devait l'éradiquer mais il l'a perpétué pour faire avancer ses intérêts. Si Kabila est remplacé par une personne qui mène la même politique, on se lèvera encore et encore.

Pourquoi le processus démocratique est-il bloqué ?

Le principal problème aujourd'hui réside dans le manque de volonté politique, tous bords confondus. On est en présence

⁷ Lors de son élection à la tête de l'Etat en 2006, le Président Kabila avait axé son action pour le développement de la RD Congo autour de « 5 chantiers prioritaires » à savoir les infrastructures, l'éducation, l'emploi, la santé et l'accès à l'eau et l'électricité.

d'irresponsables qui ne comprennent pas la souffrance du peuple. Ils ne voient que leurs intérêts : demeurer au pouvoir au détriment de la Constitution. Il faut un retour à l'ordre constitutionnel. Mais la situation va changer. Coûte que coûte il y aura des élections cette année. Kabila est devenu illégitime. La pression que nous exerçons va produire ses effets.

Quelle est la place des jeunes dans ce combat ?

Les jeunes ont commencé à se révolter quand ils ont compris les manœuvres du pouvoir pour bloquer le calendrier électoral. On ne se bat pas contre la personne de Kabila mais contre un système de corruption, de mauvaise gouvernance et de clientélisme qui a commencé avec Mobutu. Si Kabila est remplacé par une autre personne qui refait la même politique, on se lèvera... encore et encore. La Lucha est un mouvement non violent : les jeunes revendiquent leurs droits de manière pacifique. On n'a pas d'armes, on ne jette pas des pierres. Quand on manifeste, on respecte la loi.

Que peut-on faire depuis la Belgique ?

La question des droits humains est très préoccupante dans le Kasai, à l'Est du pays... surtout avec l'insécurité que le pouvoir sème lui-même. La Communauté internationale doit agir et vite. L'Union Européenne a un rôle crucial à jouer. Elle doit intensifier la pression, en sanctionnant les responsables mais aussi en aidant la RDC à se développer pour qu'elle puisse aller de l'avant.

Justice et Paix a souhaité aller à la rencontre de ces acteurs de la société civile qui subissent des restrictions de leur liberté les plus fondamentales du simple fait de leur opinion et engagement. Il s'agit d'une autre manière de témoigner de la réalité que vivent les citoyens

congolais dans leur vie quotidienne. Jusqu'ici les revendications de la société civile, et des mouvements citoyens des jeunes, sont restées lettres mortes face à un pouvoir obstiné et véhément. Qui plus est, les nombreuses victimes engendrées par cette crise électorale ne suscitent pas suffisamment d'émoi et retiennent peu l'attention dans une actualité internationale chargée de son lot de catastrophes. Le dernier rapport du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme fait le bilan des violations des droits humains commises sur les 6 premiers mois de l'année 2017 en RD Congo⁸. L'Etat et ses dirigeants sont aujourd'hui les principaux responsables de ces violations. Le rapport confirme la tendance actuelle de durcissement du régime et de restrictions des libertés fondamentales que de nombreux mouvements citoyens et ONG dénoncent. Ce climat délétère, et cette ignorance des droits humains est un affront à la population congolaise tout d'abord, mais à la communauté internationale dans son ensemble. En affichant un tel mépris du droit international et des droits de l'Homme, l'Etat congolais n'assume pas sa responsabilité vis-à-vis de sa population. De plus, en repoussant ainsi chaque jour l'échéance d'un scrutin présidentiel juste et transparent, il amenuise également les chances d'une paix durable et du développement du pays à plus long terme.

La Belgique, en tant que partenaire historique et ami de la population congolaise doit continuer de s'indigner de

⁸ Selon ce rapport, les agents de l'Etat restent responsables de la majorité des violations des droits de l'homme au Congo - avec 58 % en moyenne - au cours de ce premier semestre. Au moins 591 exécutions sommaires ont été commises par des agents de l'Etat, dont 35 femmes et 170 enfants. A titre de comparaison, les groupes armés - toutes affiliations confondues - sont responsables d'au moins 345 meurtres.

cette situation. Il est important de maintenir l'attention de nos partenaires européens sur la question de la RD Congo et de répondre de cette situation qui pourrait dégénérer plus gravement encore. Par ailleurs, le rôle des autorités dans la restriction de libertés civiles et la perpétuation de violations de droits humains les plus fondamentaux doit être mis en lumière. Ces personnes devront répondre de leurs actes devant la population congolaise ainsi que la

communauté internationale. A cet égard l'action des mouvements citoyens joue un rôle essentiel et doit dès lors être encouragée et soutenue par ses partenaires européens. L'existence et la vivacité de la société civile est l'une des pièces maîtresses du puzzle de la vie démocratique.

Auteurs :
Achille Sommo Pende
et Clara Debeve